EDMOND TOURNIER,UN PRISONNIER FRANÇAIS EN ALLEMAGNE EN 1916-1917 PAGE 8

JAA / PP / JOURNAL, 1211 GENÈVE 13

GAUCHEBDO

SUCCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH N° 39 • 25 SEPTEMBRE 2015 • CHF 3.-

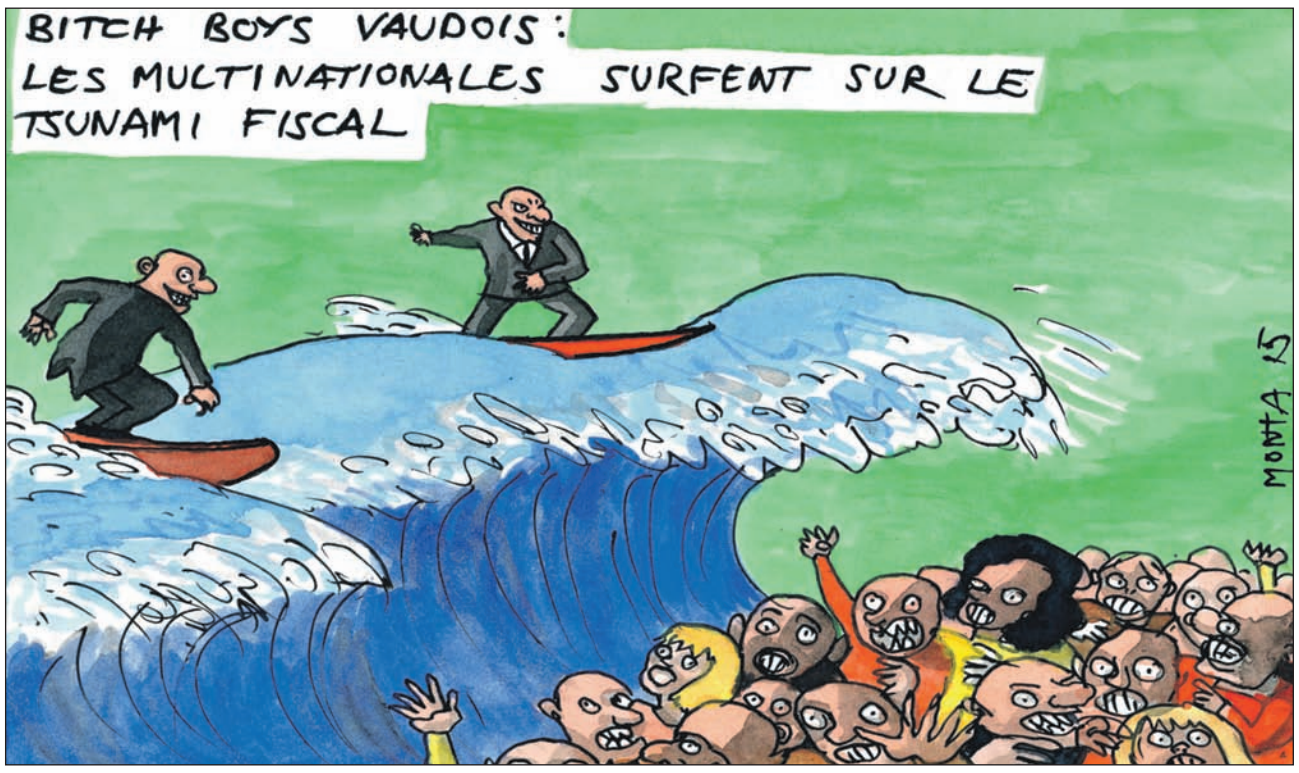
Reportage à Alternatiba, rendez-vous genevois des initiatives alternatives page 5

Aux Etats, le paquet Berset perd des plumes, mais passe la rampe page 8

Salika Wenger prête pour le Conseil national page 2

Le tsunami RIE III déferle sur Vaud

FISCALITÉ DES ENTREPRISES • La réforme fiscale a été adoptée au pas de charge par le Grand Conseil vaudois.



Sous la pression de l'OCDE et de l'Europe Unie, voire sous des menaces de rétorsion, la Suisse souhaite modifier son étiquette de «paradis fiscal pour les entreprises» et a mis en route une troisième modification de l'imposition fiscale des entreprises. Celle-ci vise à supprimer la fiscalisation «spéciale», particulièrement généreuse et injuste, offerte dans notre pays à des multinationales - souvent des holdings - et des sièges administratifs. Il est dès lors proposé une baisse fiscale générale mettant chacune des entreprises du pays au même niveau, dans l'idée qu'une baisse d'une telle ampleur va permettre à celles qui devront payer plus de rester quand même. Il y a en plus l'espoir que l'arrivée de nouveaux contribuables, attirés par ces taux, compensera largement la baisse et créera des emplois. Gagnant-gagnant comme on dit. Qui pourrait s'opposer à une telle régulation?

Or, rien n'est simple, au point d'ailleurs qu'un projet de référendum se construit déjà. Réguler certes, mais c'est aussi aiguiser encore la concurrence fiscale, comme celle qui est attisée entre cantons. Car ceux-ci sont impliqués dans ce vaste mouvement fiscal tellement bouleversé qu'il peut porter le nom de tsunami fiscal, voire de big bang fiscal, qui va du même coup réjouir le cœur des actionnaires. Avantages fiscaux signifient souvent hausse des dividendes. Car la révolution fiscale est aussi accompagnée de nouveaux «cadeaux» incitatifs . Il faut non seulement garantir la compétitivité mais aussi renforcer un certain dumping. Nous sommes prévenus, il faut «renforcer la quantité de sites d'entreprises en Suisse» . Et la 3ème réforme sera suivie d'une 4ème et même d'une 5ème.

Ainsi il sera fait obligation aux cantons de permettre des déductions fiscales sur le bénéfice des sociétés qui proviennent de patentes, de brevets et de droits analogues dont la définition reste vague. Voilà qui réjouit les pharmas ou le secteur alimentaire comme Nestlé. Des déductions allant jusqu'à 150% pourront aussi concerner les dépenses pour «la recherche et le développement». Le choix étant laissé aux cantons. Et voilà en plus qu'arrive la proposition de suppression du droit de timbre, vieille rengaine. Toutes ces déductions et ces baisses d'impôts pourraient atteindre au niveau fédéral, cantonal et communal cumulé une perte fiscale proche des 4 milliards et demi .

Vaud en tête de ligne

Sans attendre le débat aux Chambres, le Conseil d'Etat vaudois veut faire baisser le taux net des bénéfices, jusqu'à 60% de moins pour les entreprises du pays, et mettre toutes les entreprises au même niveau. Rien à redire sur le principe d'égalité. Mais quel est donc le taux assez aimanté pour faire rester les chouchous ? Vaud prétend qu'en cas de suppression des privilèges, 80% des entreprises touchées quitteraient la Suisse. Difficile à prouver mais les autorités fiscales qui les côtoient et les choient doivent les connaître. Des discussions, (ou est-ce des palabres?), ont eu lieu et les actuels privilégiés auraient laissé entendre qu'un taux de 13,79 dans le canton serait acceptable pour eux sans qu'ils prennent la poudre d'escampette ou partent dans un autre canton. Voilà donc comment il a été décidé du montant du taux pour tous. Ce taux avait déjà été baissé par le Parlement et devait être de 21,64 dès 2016.

Enthousiasme, de l'UDC jusqu'au PS

Le Conseil d'Etat vaudois a donc élaboré une «feuille de route» dans laquelle on trouve une série de projets compensatoires destinés à favoriser les ménages: amélioration de l'aide au paiement de l'assurance maladie, augmentation de l'argent versé par les entreprises et les villes pour l'accueil de la petite enfance – le canton accompagnant cette mesure en subventionnant le même % qu'aujourd'hui – (on se demande comment on peut associer une réforme fiscale au développement de l'accueil parascolaire inscrit dans la Constitution et sans discussion avec les communes), plus une augmentation des allocations familiales payées par les entreprises. Les villes disent perdre 200 millions de rentrées fiscales dans cette affaire. Le canton, dont la situation financière est bonne y perdra entre 200 et 450 millions .

Au Grand Conseil, seul le groupe POP-solidaritéS s'est opposé au projet, par la voix de Jean-Michel Dolivo, qui a fustigé l'empressement du canton à faire adopter un projet avant même sa discussion aux Chambres. Il a relevé les pertes pour les communes – 60 millions pour Lausanne – et celles sans doute plus importantes que prévu pour le canton, les privilèges et les déductions qui seront autorisées concernant l'impôt sur le bénéfice et le peu de cohérence dans les compensations proposées aux ménages, même s'il n'est bien entendu pas question de s'y opposer. Les pertes des communes risquent d'entraîner des hausses d'impôts, les pertes du canton vont signifier des attaques ou l'endiguement des services publics et de leurs employés. Les vraies et heureuses bénéficiaires, les entreprises, n'ont pris aucun engagement concernant d'éventuelles hausses de salaires ou développements d'emplois. VaudLibre (Jerôme Christen) a emboîté le pas à ces critiques, critiques aussi émanant du groupe des Vertlib (Claire Richard), refus également d'une poignée de socialistes, dont Julien Eggenberger fut le seul porte-parole.

L'enthousiasme pour RIE III a gagné le reste du Parlement (projet équilibré, bienvenu, excellent compromis), de l'UDC au PS. Le président de la commission des finances, l'UDC Michaël Buffat, n'est d'ailleurs pas intervenu du tout dans le débat, pris d'une telle euphorie qu'elle l'a laissé coi. La présidente du Grand Conseil, entraînée par cette atmosphère, a fait voter sur ces décisions fiscales exceptionnelles simplement à mains levées, comme s'il s'agissait de la société de laiterie du village.

Les maigres mais fermes oppositions ont eu le don d'énerver le président du gouvernement Pierre-Yves Maillard. Il s'en est pris au groupe POP solidaritéS l'accusant de détenir dans ses gênes la volonté de dire non à tout. Après une violente algarade, le Conseiller d'Etat socialiste a quitté la salle, ne laissant réplique à personne. Il devait rencontrer une délégation cambodgienne, sans doute plus souple et souriante à ses yeux que les popistes.

Un référendum se prépare

Ceux qui ont assisté le samedi 12 septembre à Lausanne à un débat sur la réforme fiscale comprendront peut-être. Cela ressemblait plus à un meeting d'opposants farouches, avec plus d'invectives que d'arguments. Pierre-Yves Maillard y a passé un mauvais moment. Il a défendu fermement ce projet, dans lequel on reconnaît bien la patte du chef du département des finances et le symbole de la concordance Maillard-Broulis. Il y eut peu de véritable débat. Nous retiendrons quelques arguments gouvernementaux. Les entreprises bénéficieront d'avantages fiscaux? Cela permettra aux syndicats de négocier des hausses de salaires. Vous trouvez les compensations insuffisantes? Comment croyez-vous qu'avec un parlement de droite on pourrait obtenir autant d'avancées sans un tel compromis? Faites en autant !

La réflexion s'impose après une telle déclaration restée sans contradiction. Ce sera celle de la gauche, du POP et de solidaritéS et de la coalition comprenant plusieurs syndicats contre la réforme fiscale, qui annoncent un référendum contre la décision fiscale précipitée et dangereuse du canton de Vaud . Le deuxième débat aura lieu mardi 29 septembre à 14 heures. ■

Christiane Jaquet

IL FAUT LE DIRE...

Migration: le mépris de classe comme réponse aux craintes?

L'autre jour, sur les réseaux sociaux – ah! les réseaux sociaux – l'un de mes amis s'en prenait à «certains de nos concitoyens». Il avait produit une sorte de compilation des citations les plus choquantes qu'il avait trouvées ici et là à propos des migrants, et concluait sur l'air du «comme cela a toujours été le cas, la Suisse est un pays de fachos qui refoule les réfugiés».

Mon ami fait partie de ce qu'on appelle la classe moyenne supérieure. Après une formation universitaire, il a pu accéder à un métier intellectuel et est aujourd'hui un travailleur hautement qualifié dans le secteur pharma. Gagnant bien sa vie, il a, dès l'âge de trente-cinq ans, pu acheter le petit quatre pièces dans lequel il vit avec sa femme, cadre à l'Etat de Vaud, et leur fille. C'est une jolie PPE, située dans un village tranquille du grand-Lausanne. Aux dernières nouvelles, il votait socialiste.

Très bien formé, mon ami n'a aucune crainte pour son emploi: il est impossible qu'il soit licencié pour être remplacé par un ouvrier au black acceptant le même travail pour la moitié de son salaire. Peut-on en dire autant de tous les travailleurs en Suisse?

Propriétaire depuis trois ans, mon ami n'a aucune crainte pour son loyer: que l'arrivée de nouveaux habitants, dans le cadre de la libre-circulation ou marginalement de l'asile, puisse exercer un effet mécanique à la hausse sur les loyers le concerne peu. Et même s'il était resté locataire, avec ce qu'il gagne, ce n'est pas quelques dizaines ou centaines de francs de plus par mois qui plomberaient le budget.

Mon ami peut donc, confortablement, exercer son mépris de classe envers le petit peuple «xénophobe», lui qui, ni au travail, ni dans son quartier, ni dans ses activités sociales et culturelles n'a jamais croisé ni parlé à une seule personne réfugiée de toute sa vie.

L'injure, le mépris de classe ou le paternalisme à l'égard des Suisses qui, souvent de manière irrationnelle, expriment leurs craintes face aux migrants sont non seulement inutiles, mais contre-productifs. On voudrait pousser ces gens dans les bras de l'UDC qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Julien Sansonnens

«Les classes modestes doivent être représentées aux Chambres fédérales»

ÉLECTIONS FÉDÉRALES • A Genève, le Parti du Travail et solidaritéS présentent une liste commune pour le Conseil national et le Conseil des Etats. Salika Wenger, députée cantonale et tête de liste pour le PdT, explique quels sont ses combats prioritaires. Interview.

«Les partis de droite disposent de beaucoup plus de moyens que nous pour faire campagne. Nous, nous allons dans la rue, discutons avec les gens, mais cela prend du temps», rappelle Salika Wenger. Carlos Serra

Pourquoi vous présenter aux élections fédérales?

SALIKA WENGER: *Une partie de la population n'est pas représentée aux chambres, ce sont les classes modestes. Les Verts et les socialistes représentent les classes moyennes, les autres sont représentés par les lobbys et la droite, mais les personnes modestes n'ont aucun représentant à Berne, et c'est important qu'elles puissent compter sur un élu qui les incarne.*

Si vous êtes élue à Berne, quels seront vos combats prioritaires?

Je m'intéresse en particulier à la politique menée par la banque nationale suisse. La BNS a confié à des banques privées la gestion des flux financiers, or, celles-ci continuent à spéculer et investir pour leur propre compte. Les bénéfices leur reviennent, mais les éventuelles pertes sont payées par les citoyens! Cette politique met les avoirs des citoyens en danger. J'aimerais me concentrer sur ces questions. Je connais bien le sujet pour avoir notamment siégé durant plusieurs années en Commission des finances à Genève. Je m'y intéresse également car il s'agit d'un domaine habituellement réservé aux hommes. Souvent, on n'interroge les femmes que sur les questions sociales ou de la famille!

Défendrez-vous Genève en particulier?

Les banques genevoises sont déjà bien représentées. Je me battrai pour celles et ceux qui ne sont pas des millionnaires, tout en étant consciente que nous serons minoritaires. Nous espérons toutefois que la gauche combative parviendra à obtenir au moins trois sièges

Justement, on peut se demander si la voie parlementaire et institutionnelle est la bonne voie pour changer les choses. D'autant plus lorsque l'on voit des situations telles que celle de la Grèce...

On peut changer des détails. Nous pourrons par exemple faire pression pour que loi sur l'égalité et notamment l'égalité des salaires entre hommes et femmes soient réellement appliquées. Nous pourrons aussi dénoncer des accords de libre-échange iniques comme Tisa, qui se négocie sans aucune consultation de la population et menace les services publics. Les finances sont aussi un thème important. Après la crise de 2008, de multiples déclarations visant à réglementer la finance ont été faites, mais aujourd'hui la situation est pire qu'à ses débuts. Va-t-on attendre la prochaine crise sans rien faire?

Vous parlez de l'égalité des salaires. Pour vous, la présence des femmes dans les instances politiques est un combat important?

Oui. J'ai toujours été pour les quotas. En Suède, cela a donné des résultats: il y a actuellement plus de 40% de femmes dans les instances politiques. Si on n'oblige pas les gens à voter autant pour les femmes que pour les hommes, avec des listes séparées, on n'y arrivera pas. Dans les conseils d'administration également, les hommes demeurent majoritaires, et c'est là que se situe le véritable pouvoir. Il faut intervenir également à ce niveau.

Vous dites vouloir représenter les classes défavorisées, populaires, mais comment les convaincre? Le succès du MCG, par exemple montre qu'elles ne s'identifient plus uniquement à la gauche.

Je rappelle chaque fois qu'il est possible que le MCG ment. En tant que députée au Grand Conseil genevois, j'observe que ce parti qui dit défendre les personnes modestes vote systématiquement avec la droite des coupes budgétaires qui affectent directement la population! Ce parti dénonce, fait du bruit, se fait le porte-voix de doléances, mais n'apporte aucune solution. Il est important que la population modeste comprenne qu'elle n'est pas défendue par des partis comme le MCG. Il y a cependant aussi une guerre de moyens. Les partis de droite et le MCG disposent de beaucoup plus de ressources financières que nous pour faire campagne. Nous, nous allons dans la rue, un peu partout, discuter avec les gens, mais c'est clair que cela prend du temps.

A Genève, mais aussi ailleurs, la question de la libre-circulation ou des frontaliers est un sujet «chaud». Comment défendre les travailleurs dans ce contexte?

En 2005, le PdT genevois s'est opposé seul à la libre-circulation, réclamant que les syndicats négocient préalablement des vraies mesures de protection effectives des travailleurs, comme des contrôles sur les lieux de travail ou l'adoption d'un salaire minimum. A l'époque, on nous a traités de racistes, mais aujourd'hui tout le monde parle de renforcer les mesures d'accompagnement! Une fois la libre-circulation adoptée, c'est cependant plus difficile. Les patrons ont refusé de discuter! Aujourd'hui on se trouve face à des baisses de salaires, à une concurrence salariale. Face à cela, nous essayons de convaincre les travailleurs que ce ne sont pas les employés qui licencient d'autres employés, mais bien les patrons!

La gauche radicale n'a pas de siège à Genève depuis 2007. Comment l'expliquez-vous et quelles sont les ambitions pour cette législature?

Nous n'avons pas de siège depuis longtemps car la gauche combative est toujours partie séparée. Cette fois, nous avons une liste commune entre le PdT et solidaritéS et cela se passe bien. Nous espérons décrocher au moins un siège au Conseil national. ■

Propos recueillis par Juliette Müller

Jura: surprise possible aux Etats?

ÉLECTIONS FÉDÉRALES • Dans le Jura, le PDC et le PS sont évidemment favoris dans la course aux fédérales. Mais un «scénario catastrophe» n'est pas tout à fait exclu pour le Conseil des Etats.

Dans le Jura, les conseillers aux Etats sont élus selon le système proportionnel, mais sans possibilité d'apparentement. C'est pour cette raison que CS-POP, entre autres, ne présente pas de liste. Depuis plusieurs législatures, le PDC, premier parti du canton, et le PS, avec l'apport des autres voix de gauche, obtenaient facilement leur siège. Mais cette année, certains facteurs viennent bouleverser cet équilibre. Pour la première fois, le PLR ne présente pas de liste. Les chrétiens-sociaux (PCSI) ont aussi renoncé. Au centre et à droite, le PDC n'est donc concurrencé que par l'UDC, pas très forte dans le Jura. Et pour la première fois aussi, le PS a une liste concurrente à gauche, celle des Verts. A cela s'ajoute le duel interne au PDC entre la sortante Anne Seydoux et Pierre Kohler, qui a été ministre, conseiller national et maire de Delémont. Ce duel est présenté comme la principale incertitude de ce scrutin et de nombreux électeurs non PDC vont aussi vouloir choisir un des deux, par exemple des femmes pour Anne Seydoux et certains Delémontains de gauche «contre Pierre Kohler». Mais celui-ci a une certaine popularité parmi un électorat peu politisé, y compris des personnes votant habituellement à gauche. De plus, la très grande majorité des voix habituellement PLR et une partie de celles du PCSI iront au PDC.

Même si Claude Hêche, l'actuel président du Conseil des Etats, et son colistier Gilles Pierre, boss du festival «Le Chant du Gros», vont aussi obtenir des suffrages ailleurs qu'au PS, on ne peut pas tout à fait exclure le scénario catastrophe qui verrait le PDC obtenir un peu plus du double des voix du PS et rafler les deux sièges. Conscients de ce risque dont ils sont en partie responsables, les Verts, qui ne présentent qu'un candidat, Jean-Marc Comment, appellent à ajouter le nom d'un socialiste sur leurs bulletins. Quant à CS-POP, il invite à voter deux candidats parmi les trois du PS et des Verts. Espérons que cela suffise à éviter le triomphe du PDC.

Conseil national: une première pour CS-POP

Pour le Conseil national, où le Jura a deux sièges, 12 listes ont été déposées représentant 8 partis: PDC, PS, PLR, Verts, PCSI, UDC, CS-POP et un nouveau venu, les «Rauraques du Nord». Les quatre premiers présentent aussi une liste «jeunes».

A gauche, le PS présente le titulaire Pierre-Alain Fridez, qui part favori, devant sa colistière Mélanie Brülhart. CS-POP, qui participe pour la première fois aux élections fédérales depuis la création du canton, présente Pierluigi Fedele, membre du Comité directeur d'Unia, et Guite Theurillat, secrétaire de l'AVIVO Suisse.

Le seul apparentement inter-partis est celui de gauche (PS, Verts et CS-POP). Le PS étant nettement le deuxième parti du canton, le maintien d'un siège à gauche ne fait pas de doute. La liste CS-POP devrait obtenir un bon résultat, mais vu que les Verts n'ont pas voulu d'un sous-apparentement avec leur partenaire dans le groupe parlementaire et dans la lutte contre le programme d'économies OPTI-MA, il faudrait qu'elle dépasse à elle seule le résultat des listes socialistes pour obtenir un élu. Cela semble plus que difficile. Mais la campagne est aussi l'occasion de faire connaître ses idées sur des thèmes importants qu'on aborde peu lors des élections cantonales ou locales. ■

Jean-Pierre Kohler

GAUCHEBDO IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo
case postale 190, 1211 Genève 8
Helena de Freitas, présidente hdf@gauchebdo.ch

Rédaction
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
redaction@gauchebdo.ch | 022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef jdr@gauchebdo.ch
Juliette Müller, secrétaire de rédaction jmr@gauchebdo.ch
Alexandre Smirnov, correcteur asv@gauchebdo.ch
Stéphane Montavon, dessinateur smn@gauchebdo.ch

Administration
Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch

Abonnements
abo@gauchebdo.ch | www.gauchebdo.ch/abo
CP 168, 1211 Genève 13 | 079 686 79 37 | CCP 12-9325-6

Publicité
tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/pub

Impression
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

Des transports gratuits, c'est possible!

VAUD • Les Jeunes POP déposaient ce mardi au Grand Conseil leur pétition «Pour les transports publics gratuits pour les jeunes de moins de 25 ans». Une proposition qui s'inspire d'exemples déjà existants en France .

Le texte, lancé en février dernier, a recueilli plus de 3700 signatures. «Un signal fort pour nos autorités politiques», estiment les jeunes POP Vaud dont cette pétition représente la première action politique depuis leur création en janvier dernier. En plus de la question écologique, l'argument est économique: «Nous ne pouvons plus accepter une hausse annuelle du prix des billets. Les transports publics ne doivent pas être réservés qu'à ceux qui en ont les moyens, c'est un droit pour toutes et tous», explique Christophe grand, président de la jeune formation et candidat aux élections fédérales.«Notre ambition est d'obtenir la gratuité des transports pour toutes et tous, mais cette proposition n'aurait jamais passé au Grand Conseil», précise-t-il. Pourtant, l'idée est loin d'être farfelue. Les jeunes pétitionnaires rappellent ainsi que la gratuité existe déjà dans plus de 20 villes françaises, comme Aubagne, qui compte 100'000 habitants et dont la mairie est de gauche. «Certaines villes UMP ont effectué le même choix!», commente Christophe Grand.

Lancer un débat

Mais comment financer ces transports? «Pas par les impôts, car cela retomberait sur les classes moyennes et populaires. Nous nous opposons également à une augmentation du prix du billet pour ceux qui ne bénéficieraient pas de la gratuité. Mais il y a des alternatives comme les péages urbains, une taxe sur les entreprises, comme à Aubagne, ou encore sur les revenus très élevés», explique Christophe Grand. En 2014, une pétition similaire avait été rejetée par le Grand Conseil à Neuchâtel. Ne risque-t-il pas d'arriver la même chose à celle-ci? «Nous sommes conscients de cela, mais nous n'avions pas les moyens de lancer une initiative. Et puis, notre but est avant tout de créer un véritable débat sur cette question», déclare le président. Affaire à suivre. ■

Juliette Müller

Les Modena City Ramblers font un tabac à la guinguette du POP lausannois

La formation italienne aux textes engagés a repris des classiques comme «Bella Ciao». Giovanni Magnanini

La Guinguette, qui se tient chaque année sur la Place de la Cathédrale, est une tradition du POP lausannois depuis des décennies. Elle a hélas souvent été «honorée» par le mauvais temps …certainement un coup monté par les ennemis de classe. Cette année, elle s'est tenue sous un ciel radieux, malgré une brève averse. Il n'est pas exagéré de dire que la mouture 2015 restera dans les annales. Ce succès sans précédent est certainement dû à la préparation intense de Joaquim Manzoni, le dynamique président de la section lausannoise, et de toute son équipe. Il faut rendre hommage aussi à l'engagement de très nombreux bénévoles, jeunes et moins jeunes.

Village alternatif et candidat-e-s aux élections fédérales

Le matin s'est tenu un «vide-dressing», c'est-à-dire vente ou échange d'habits de seconde main. L'après-midi, un «village alternatif» a apporté un élément nouveau à la Guinguette: stands des Kurdes, des minorités sexuelles, du GSsA, de livres, et j'en passe. La variété de nourritures a permis à chacun-e de se restaurer: préfiguration de la société d'abondance à laquelle nous visons, «à chacun selon ses besoins»! On notera tout particulièrement le fameux «risotto du docteur» de notre camarade Silvio Torriani. Aux tables, les discussions, politiques ou autres, étaient animées et conviviales. A 16 heures, ce fut la présentation de nos candidat-e-s aux élections fédérales. On a pu remarquer à ce propos la présence à la Guinguette de plusieurs représentant-e-s d'autres partis: signe que le POP existe bel et bien à leurs yeux.

Mais c'est surtout en soirée que la température est montée, grâce aux concerts qui se sont succédé. D'abord Inan Akinci, musicien kurde. Puis les Modena City Ramblers, excellent orchestre de rock engagé italien, qui a véritablement attiré les foules. Des centaines de personnes étaient massées devant l'estrade, pour écouter leurs rythmes et leurs paroles entraînants. Enfin les plus vaillants ont pu poursuivre la soirée en dansant. La Guinguette 2015 a véritablement été une magnifique manifestation à la fois d'engagement politique et de fraternité dans la joie. A l'année prochaine! ■

Pierre Jeanneret

Le paquet Berset à la moulinette des Etats

RETRAITES • Le projet «retraites 2020» du Conseiller fédéral Alain Berset a passé la rampe du Conseil des Etats la semaine dernière. Il est déplumé, mais les femmes restent bafouées.

A l'occasion de la journée des femmes du 8 mars dernier, les femmes défilaient en masse à Berne pour s'opposer à l'augmentation de l'âge de la retraite. Carlos Serra

Après trois jours de débats, les conseillers aux Etats ont voté la semaine dernière par 28 oui (dont PS et PDC unanimes), 5 non et 10 abstentions le projet «retraites 2020», remodelé par leurs soins. Beaucoup s'accordent à y reconnaître la patte de l'influent conseiller aux Etats PDC fribourgeois Urs Schwaller, administrateur du Groupe Mutuel et vieux comparse de son compatriote Berset. Les propositions majoritaires de la commission des assurances sociales, dont Urs Schwaller est membre, ont ainsi passé la rampe.

Augmentation de l'âge de la retraite des femmes acceptée

Sans état d'âme pour les inégalités salariales persistantes, l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes dans l'AVS a été acceptée, permettant une économie de plus d'un milliard par an. Il sera certes possible de partir plus tôt (dès 62 ans) ou plus tard (jusqu'à 70 ans), mais avec une diminution durable des rentes ou une augmentation, selon l'âge choisi. Les vannes sont ainsi ouvertes pour une augmentation générale ultérieure de l'âge de la retraite…

Encore au niveau des baisses de prestations, il y a essentiellement la délétère baisse du taux de conversion LPP de 6,8% à 6%, baisse qui implique une diminution des rentes du 2ème pilier et qui fut pourtant largement refusée en mars 2005 en votation populaire. Silence assourdissant de l'UDC, si prompte pourtant à exiger le respect scrupuleux des votes du peuple. La baisse du taux de conversion signifie par exemple, pour une épargne du 2ème pilier de 100'000 francs, une rente de 6'000 francs au lieu des 6'800 francs comme le voudrait la situation actuelle.

L'AVS, roue de secours du 2ème pilier

Quant à l'augmentation de 70 francs pour les rentes AVS, prévue pour compenser le 2ème pilier, elle ne concernera que les futurs retraités dont les rentes entreront en vigueur après les ultimes décisions des Chambres et une votation populaire sur la TVA. Que les actuels retraités ne s'attendent pas à la moindre amélioration pour eux. Au contraire, ils passeront à la caisse par le biais de l'augmentation d'un point de TVA, une décision justifiée par le souci de faire participer tous les retraités, riches ou pauvres, au financement du tsunami créé par le paquet Berset, comme l'a rappelé le conseiller fédéral socialiste.

La cotisation AVS sera modestement relevée de 0,3% paritairement (4,2% actuellement).

Les discussions sur la «coûteuse» augmentation de l'espérance de vie pour l'AVS et les habituelles lamentations passent comme chat sur braise sur l'influence identique sur le 2ème pilier. Sans oublier la grande et périlleuse fragilité des rendements des 750 milliards accumulés par le système de capitalisation LPP, ce que le système par répartition épargne à l'AVS.

Désengagement de la Confédération refusé

Une diminution de la participation de la Confédération à l'AVS a été heureusement refusée, même si le Conseil fédéral souhaitait se désengager «afin de financer d'autres tâches». Lesquelles? On n'en sait rien. Refusée également la suppression de certaines rentes de veuves. Refus bienvenu aussi de laisser la liberté au Conseil fédéral de décider seul et sans le Parlement de la diminution des rentes AVS au gré de la situation économique.

Le projet doit encore passer au National

Ces modifications feront encore l'objet de l'examen de la commission du Conseil national. Guy Parmelin, UDC vaudois, son président pour quelques semaines encore, s'est empressé de mettre le «paquet» à l'ordre du jour de la commission en septembre de cette année encore.

Finalement, et c'est important, cet hiver ou le printemps prochain, c'est le Conseil national tout fraîchement élu qui votera et qui décidera. Une réflexion utile à la décision de tous ceux qui éliront leurs représentants le 18 octobre prochain. ■

Christiane Jaquet

Coup de frein à la politique dilatoire sur l'adaptation des PC

Par 97 voix contre 87, le Conseil national a prié fermement mardi sa commission des assurances sociales de revoir sa proposition de renvoyer aux calendes grecques le projet d'amélioration des PC. Les prestations complémentaires (PC) sont l'aide financière indispensable pour plus de 300'000 rentiers AVS / AI afin qu'ils puissent «couvrir leurs besoins vitaux». Ce que les rentes AVS et AI sont loin de garantir. Les normes de calcul sont totalement dépassées au point que pour plus de la moitié des ménages concernés de deux personnes et plus sont contraints de vivre à domicile en dessous du minimum d'existence. Nombre de rentiers AVS prennent sur la part destinée à leur nourriture pour payer leur loyer. La dernière adaptation au coût des loyers dans le calcul des PC eut lieu il y a quatorze ans. Depuis, le loyer moyen a augmenté de 21 %! Le Conseil fédéral a enfin proposé une adaptation, certes complexe mais indispensable.

C'était sans compter sur les évangélistes de la diminution des prestations. La commission des assurances sociales, emmenée par son président UDC Guy Parmelin, proposait par 12 voix contre 11 de renvoyer purement et simplement cette adaptation à une lointaine discussion sur la révision complète de la loi sur les PC. Lors du débat mardi, le vert Christian van Singer et la socialiste Marina Carrobio s'y sont vivement opposés et Alain Berset a plaidé avec succès, même s'il a fortement tempéré ses propos: «Nous visons un taux de couverture global de 90%, un taux qui est le seuil qui permet d'éviter que des loyers trop élevés soient pris en compte dans le calcul des prestations complémentaires.» Les conséquences financières pour une entrée en vigueur en 2017 sont estimées à 140 millions, dont 90 millions à la charge de la Confédération et 50 millions payés par les cantons.

La funeste proposition de renvoi de la commission, sous ses airs bonasses de «personne ne conteste l'utilité d'une révision des normes pour les loyers», signifiait en fait de renvoyer d'abord le projet au Conseil des Etats (commission puis plénière) et éventuellement à une procédure d'élimination des divergences, procédures qui retarderaient purement et simplement de plusieurs mois la consultation sur la loi qu'élabore le Conseil fédéral, pourtant sans se presser. Il y a de la créativité dans l'art dilatoire de certains parlementaires!

Cjt

HNE entre gâchis et mépris

OPINION • La polémique autour de HNE a suscité une réaction de l'ancien candidat au Conseil d'Etat neuchâtelois Nago Humbert. Nous reproduisons ici l'intégralité de son texte, dont un résumé est paru dans la presse neuchâteloise du 15 septembre dernier.

Depuis quelque temps, troublé par l'évolution du dossier hospitalier de mon canton que j'observe fidèlement à distance géographique et d'esprit, je suis déchiré entre deux attitudes contradictoires. Intervenir dans le débat ou gérer ma tristesse en constatant le gâchis et le manque de respect manifesté vis-à-vis de la population, notamment lors des interventions médiatiques de la présidente de HNE. Ensuite ma question fut, au nom de quoi ou de qui je me donnais le droit de m'exprimer. Finalement, je me suis décidé à écrire simplement en tant que citoyen neuchâtelois d'abord, et acteur du domaine de la santé ensuite. Comme je ne postule à rien, cela me donne la liberté de dire la douleur et les frustrations ressenties. Je repense aux mots de Michel Foucault lors de la déclaration de Genève en 1981: «Nous ne sommes ici que des hommes privés qui n'ont d'autre titre à parler, et à parler ensemble, qu'une certaine difficulté commune à supporter ce qui se passe. Qui donc nous a commis? Personne. Et c'est cela justement qui fait notre droit. Parce qu'ils prétendent s'occuper du bonheur des sociétés, les gouvernements s'arrogent le droit de passer au compte du profit et des pertes le malheur des hommes que leurs décisions provoquent ou que leurs négligences permettent.»

«On décide en haut de la pyramide, sans parler des patients»

Deux choses principalement ont augmenté mon niveau de frustration et d'indignation: la méthode et la manière. On aborde ce dossier à l'envers en passant par le haut de la pyramide des soins, l'hôpital, et en oubliant les conséquences des décisions pour la base, les soins primaires, et en fin de ligne les usagers. Dans le discours des stratèges du HNE, on ne parle presque jamais des patients et d'accès à des soins humanisés, qui se fondent prioritairement sur la relation patient-médecin, le patient étant un partenaire et non un sujet malade. Cette relation se construit avant tout avec les acteurs de première ligne, les médecins généralistes, les pédiatres ou certains spécialistes qui suivent des patients atteint de maladies chroniques, rarement dans un centre hospitalier de soins aigus, qu'il se trouve dans le haut ou dans le bas du canton. Or, nous savons que cette première ligne est en danger à cause des difficultés majeures actuelles à recruter des médecins dans notre canton et particulièrement dans les montagnes neuchâteloises. Au Québec, il n'y a plus de première ligne et par conséquent, comme les gens n'ont plus de médecin de famille, ils doivent se rendre à l'urgence des hôpitaux. Les conséquences sur la qualité de la prise en charge, soit une médecine basée sur l'acte, sans suivi et totalement déshumanisée, et sur les coûts financiers, sont désastreuses. Or, nous savons qu'une majorité des médecins installés dans notre canton a, pendant sa formation, effectué un stage dans les hôpitaux neuchâtelois. Par conséquent, la fermeture programmée des services de l'hôpital de la Chaux-de-Fonds aura des conséquences sur le recrutement futur des omnipraticiens dans le haut du canton.

L'hôpital sert aussi à former du personnel

Voici une petite anecdote qui éclairera le terme «programmée». Il y a quelques années, un jeune ophtalmologiste genevois possédant une brillante formation acquise dans des grands centres européens, m'a interpellé à la cafétéria du CHU Ste Justine de Montréal pour me demander si je connaissais la ville de La Chaux-de-Fonds. Il avait postulé pour le poste de médecin chef du service d'ophtalmologie. Il désirait se rapprocher de sa famille et croyait aux services publics. Les membres de la commission qui l'avaient auditionné ont tout fait pour le décourager de venir s'installer dans cet hôpital sans avenir.

Sur fond de désertification médicale, le démantèlement de l'hôpital chaux-de-fonnier pourrait empirer la situation.

Ce qui différencie les hôpitaux publics des cliniques privées, outre que les deuxièmes ont une logique de profits, c'est justement la formation du personnel de santé, médecins, infirmières…

Parlons maintenant de la manière. En lisant les entretiens que madame la présidente d'HNE a donnés dans plusieurs médias, cette dernière me fait penser à ces humanitaires arrogants qui débarquent dans un pays avec leur schéma mental formaté (notamment la centralisation à tout prix alors que certains pays font marche arrière sur cette pente dogmatique), ignorant tout de la culture et des traditions de sa population, qui savent ce qui est bon pour elle et surtout qui n'auront pas à subir les conséquences de leurs interventions, lorsqu'ils quitteront la région. Je passerai rapidement sur ses dérapages de langage, lorsqu'elle évoque le côté émotionnel des gens du haut et lorsqu'elle les compare à la population d'une bourgade fribourgeoise dans laquelle elle a fermé un hôpital il y a quelques années, lorsqu'elle présidait l'Hôpital fribourgeois. Un temps béni à ses yeux, puisque les politiques lui laissaient plus de marge de manœuvre et ne se mêlaient pas de ce qui, en fait, les regarde.

«Comprendre l'émotion, c'est ce qui fait la différence entre soignants et technocrates»

L'émotion, c'est important pour comprendre les réactions qui peuvent paraître parfois irrationnelles devant un plan bien construit d'un point de vue technocratique, mais qui peut aussi être interprété par la population, lasse de promesses non tenues (l'école d'ingénieur contre la maternité et la pédiatrie par exemple) comme un abandon et une peur de ne plus être soigné et éventuellement de risquer de mourir (fermeture des soins intensifs), parce que l'accès aux soins d'urgence s'éloigne de leur lieu de vie. Comprendre l'émotion c'est peut-être ce qui fait la différence entre les soignants et les technocrates de la santé. Au lieu de mépriser les réactions d'une population anxieuse de son avenir et avant de prendre des décisions basées souvent sur des rapports de consultants hors de la réalité neuchâteloise, mais pas hors de prix, il suffit simplement d'aller à la rencontre des gens et de les écouter.

Ensuite, il faut expliquer, par exemple, ce que sont des soins aigus dans un service de soins intensifs et pourquoi un seul service suffit pour notre population. L'hôpital devant rester une exception dans le parcours de soins, il faut rassurer la population en démontrant qu'il sera possible d'assurer un accès aux soins différencié sur deux sites, car nous avons un excellent département de médecine et un très bon service de pédiatrie. Il faudra expliquer pourquoi un service de chirurgie viscérale comme un service de traumatologie doit se situer proche d'un service de réanimation. Et enfin, qu'il nous reste à rapatrier la néphrologie et à reconstruire un service d'ophtalmologie et un service de chirurgie orthopédique élective, pourquoi pas à la Chaux-de-Fonds, et reconnaître que ce fut une erreur de fermer la maternité puisque les futures mamans vont accoucher à St-Imier. Alors les gens reprendront confiance et HNE ne projettera plus à l'extérieur l'image floue d'une institution sans gouvernail et sans avenir (notre réputation est au plus bas parmi les étudiants en médecine dans les facultés romandes).Le personnel de la santé aura alors envie de venir travailler pour développer ses talents dans ses spécialités respectives, au profit des patients qui redeviendront à nouveau la priorité de nos préoccupations. Sinon, et ce n'est peut-être pas un hasard, l'image ternie de HNE continuera de profiter au développement des cliniques privées, et ce n'est pas le rôle de l'Etat d'y participer.

Il y a quelques années, une conseillère d'État m'a offert la présidence de HNE. J'ai refusé en lui déclarant en boutade que si j'avais l'intention de m'occuper du dossier de HNE, c'est sa place au gouvernement que je voulais, parce que je pensais que le pouvoir politique, élu et redevable devant le peuple, ne devait pas déléguer ses responsabilités à un organe qui à mes yeux n'avait pas de légitimité. Les derniers événements me confirment que j'ai eu raison de refuser. ■

Nago Humbert, Professeur agrégé de clinique à la faculté de médecine de Montréal Président fondateur de Médecins du Monde Suisse

ILS SOUTIENNENT GAUCHEBDO

«Gauchebdo participe à la construction d'une pensée de gauche libre et critique»

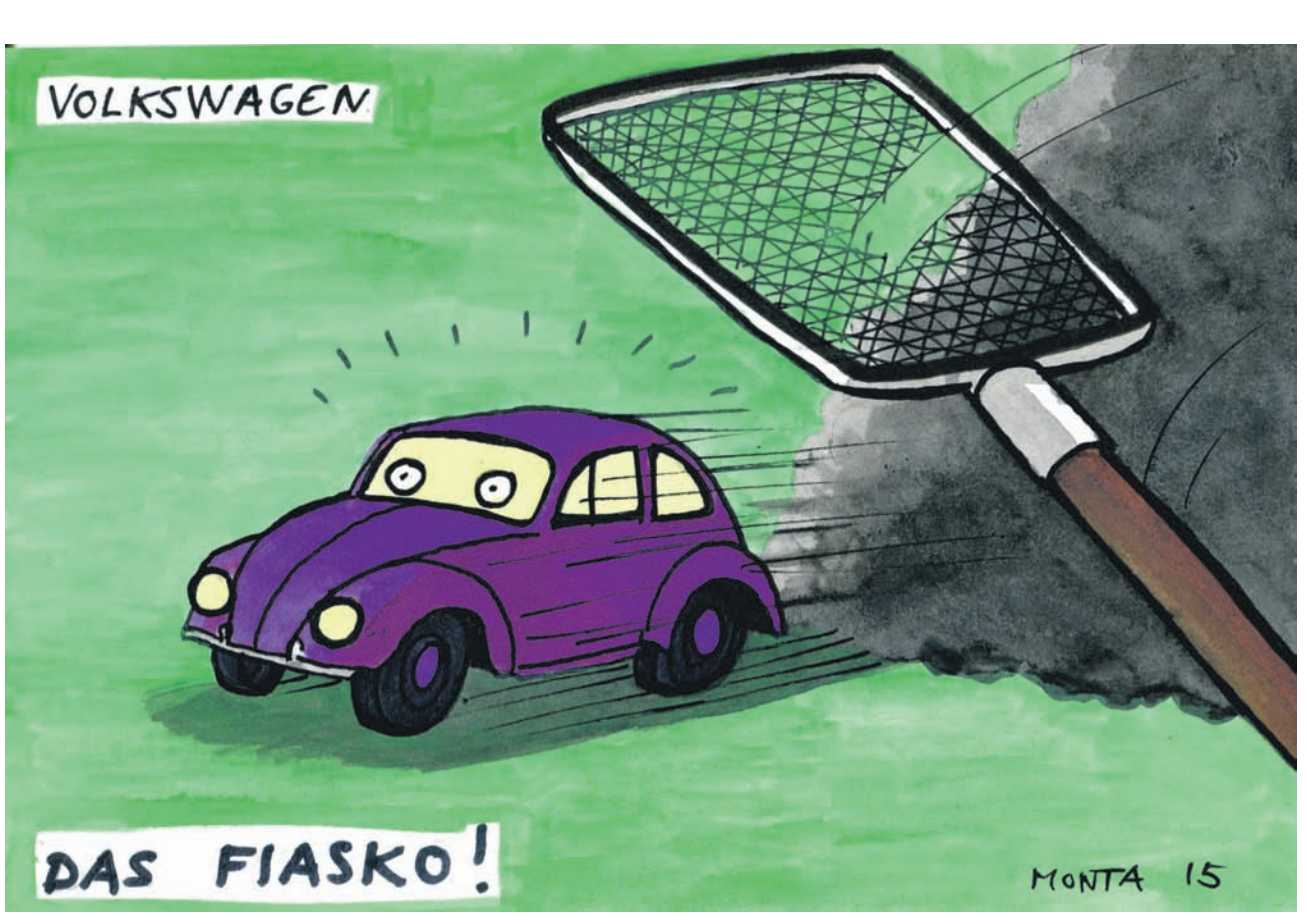
«L'engagement militant à gauche demande un effort incessant et parfois épuisant: celui de ne pas se laisser entraîner dans le flux des «vérités» du système, de ne pas céder aux sirènes de l'inéluctabilité de la marche capitaliste du monde.

Pas une mince affaire me direz-vous, parce que ce dont la majorité parle comme un ensemble de règles naturellement admises, ne peut plus faire l'objet de quelque débat que ce soit: concurrence, compétitivité, libre marché, privatisation, fiscalité confiscatoire, profiteurs, autant d'éléments de langage dont la définition échappe à la majorité et lui sont imposés comme une évidence.

L'hégémonie culturelle chère à Gramsci n'a jamais connu un enracinement plus profond qu'aujourd'hui. L'engagement militant à gauche doit se nourrir de la remise en cause perpétuelle de cette hégémonie. Mais cette révolution permanente s'applique aussi bien à son propre engagement, à son propre militantisme, à sa propre idéologie.

Gauchebdo est une aide précieuse dans cet engagement. *Gauchebdo* n'est pas uniquement un vecteur des luttes sociales et des combats politiques, ce journal est un élément constitutif de la construction d'une pensée de gauche libre, critique et contemporaine. C'est pour cela que je suis abonné à *Gauchebdo* et j'invite chacun-ne à en faire de même.

Pierluigi Fedele, membre du comité directeur du syndicat UNIA et candidat jurassien du POP au Conseil national



Le petit village lémanique qui résiste

ALTERNATIBA • Durant trois jours, Genève, comme 80 autres villes européennes, a vécu au rythme des conférences et animations d'Alternatiba, initiative locale de résistance, de mobilisation et de propositions avant la conférence sur le climat de Paris en novembre. Reportage.

Philosophe, poète et pédagogue alternatif franco-grec à la carrure de colosse, Yannis Youlountas fait profiter toute la rue des Savoises de son expertise sur la Grèce et commente les élections hellènes, au micro de Libradio, radio anar, dont les haut-parleurs en extérieur résonnent dans toute la rue. A la question de savoir ce qu'il adviendra de ce pays, soumis à une cure d'austérité depuis 4 ans, le militant se montre optimiste. «Les luttes de base continuent d'exister et je crois en l'intelligence collective des Grecs pour sortir de la crise», pronostique celui qui vient de réaliser un film sur le marasme socio-économique grec et espagnol, *Je lutte donc je suis*, présenté en primeur suisse à Genève.

Mais l'expertise de ce témoin de terrain n'aura pas été la seule à rallier l'attention et les suffrages des participants d'Alternatiba. Les conférences de Serge Latouche, figure de la décroissance, ou de Ricardo Petrella, défenseur de l'accès universel à l'eau ont attiré des centaines de personnes à la Haute école de travail social ou à la salle communale de Plainpalais. Michel Bauwens, spécialiste de l'économie du partage, a aussi attiré la foule avec son intervention sur l'économie du commun. Il en a appelé à développer cette économie du partage entre pairs, bien différente des lucratifs phénomènes Uber ou Airbnb, «afin de créer un tissu productif qui soit durable, ouvert et juste et permette de se libérer de l'esclavage du travail et la captation de la valeur par des économies privées». «Ce modèle a des effets positifs sur la cohésion sociale et l'économie», a souligné le Belge. Au passage, il en a profité pour égratigner les syndicats, «qui se situent toujours dans une logique de plein-emploi et de salariat, et qui n'ont pas encore intégré celle de la démarchandisation de l'économie».

Alternatiba a été le rendez-vous des initiatives alternatives. Ici, un stand consacré à la présentation de la Permaculture.

Produits locaux payés en Lémans

Sur la Plaine de Plainpalais, épicentre de la manifestation, de nombreux stands ont aussi proposé des produits issus de l'agriculture locale, ravissant les papilles des consomm'acteurs, munis des fameux Lémans, monnaie alternative locale, qui vise à renforcer l'économie de proximité, en encourageant la consommation de proximité. A côté d'un poulailler 100% plein air, la Confédération paysanne française et Uniterre rappellent l'importance de développer une agriculture tout à la fois bio et rémunératrice pour les producteurs et de lutter contre le modèle productiviste polluant et l'agro-business.

De nombreux stands d'informations égrènent les combats altermondialistes actuels. Membre des Amis de la Terre de Haute-Savoie, Patricia n'aurait manqué le rendez-vous pour rien au monde. «Il nous semble important d'être un maximum de gens à montrer que nous n'attendons pas grand-chose de la COP 21 de Paris et de faire comprendre qu'il existe un tas d'alternatives profitables à l'humanité et à la terre à la portée de tous. Nous informons sur les dysfonctionnements du système et proposons des alternatives pour créer plus de liens et moins de biens, en défendant une société humaine plutôt qu'inféodée aux multinationales», explique-t-elle.

Quelles sont les luttes actuelles de l'association? «Au niveau local, nous nous mobilisons contre l'implantation d'un grand centre de congrès qui va dénaturer les rives du lac d'Annecy et pour une amélioration de la qualité de l'air du bassin annécien. Nous dénonçons aussi les énergies que l'on refuse, nucléaire ou gaz de schiste, cette dernière étant une menace pour le Pays-de-Gex et défendons les énergies renouvelables. Notre travail est avant tout de sensibiliser les gens comme le font les différents collectifs Alternatiba en France, depuis leur lancement à Bayonne en 2013», souligne encore la militante.

Florian Reinhard est coordinateur de projets à l'Association pour le développement des aires protégées (ADAP), une association de terrain fondée en 1994 et défend le programme de son groupement. «Nos actions se situent principalement en Afrique subsaharienne», précise-t-il. «Nous considérons que la conservation de la nature et le développement ne sont pas forcément antagonistes. En Tanzanie, nous travaillons en appui aux communautés locales pour la gestion des ressources naturelles. Nous aidons ainsi les apiculteurs à améliorer leur production en quantité et en qualité. Les producteurs sont ainsi passés d'une production d'environ 7 tonnes par années, leur rapportant 1'500 dollars de revenus, à près de 100 tonnes, pour des rentrées de 140'000 dollars. Dans le même temps, les populations locales – notamment à travers la formation de jeunes qui patrouillent contre le braconnage – agissent dans le sens d'une protection de la forêt. Sur les 850 km² de notre zone d'action, on trouve en nombre près de 50 espèces protégées, soit plus que dans les parcs nationaux tanzaniens», explique Florien Reinhard, qui en profite aussi pour dénoncer l'accaparement (land grabbing) de terres africaines par des multinationales dans des buts de spéculation. «On assiste à une véritable recolonisation de l'Afrique par les entreprises», accuse-t-il.

Sérieux s'abstenir

Sérieux, s'abstenir: coiffé d'un casque de chantier aux couleurs d'une fausse multinationale, Michel présente, à la salle communale de Plainpalais, les efforts de la Global Game Advantage Fondation pour réduire les menaces de réchauffement du climat. «Aujourd'hui, il n'y a pas plus de gauche et de droite et les multinationales sont à la pointe en matière de protection de l'environnement», professe, sans rire, le militant tout en présentant le projet de la Fondation qui sauvera le monde : un train solaire qui amènera directement le givre et la glace de nos frigos au sommet des montagnes pour lutter contre le dégel des glaciers!

Responsable communication d'Alternatiba Léman, Denis Bucher tire un bilan positif de la manifestation. «17'000 personnes ont découvert les initiatives locales pour le climat. The Meal, un repas pour notre avenir, a également fait le plein, puisque nous avons servi 1'055 personnes à Genève qui ont ainsi pris part au plus grand repas du monde dont les bénéfices sont reversés à une coopérative agricole de femmes au Bénin avec soutien à des jeunes défavorisés», précise-t-il.

Cheville ouvrière du forum genevois, Olivier de Marcellus, tire une leçon plus politique. «On sait que la COP 21 va être un four et qu'il est inutile d'en appeler aux Etats qui ne feront rien, il est donc indispensable que la société civile se mobilise, reprenne la main et il est important que cela se fasse au niveau local. Depuis des années dans le Sud, il existe des mobilisations paysannes, autochtones ou syndicales qui agissent, alors qu'ici, au Nord, on s'est longtemps contenté d'appeler à des manifestions. Ce qui ne suffit pas. L'important serait de mettre un programme politique explicite avec les acteurs locaux du changement», précise-t-il. S'avouant «super-content», du déroulement et de la participation à Alternatiba, il en appelle aussi à redoubler les résistances. «Des projets comme la troisième réforme des entreprises (RIEIII) sont des attaques frontales contre l'Etat social. On sait qu'en Suisse comme en Europe, la droite veut abattre toutes les protections», conclut-il. Prochaine étape, une grande manifestation du 28 novembre prochain, qui se déroulera à Genève et ailleurs dans le monde, à l'occasion de la conférence de Paris sur le climat. ■

Joël Depommier

«Le peuple a reconnu notre bataille contre les puissances»

GRÈCE • Pressenti pour être reconduit à son poste de ministre du Travail, Georges Katrougalos dessine les premières priorités du nouveau gouvernement Tsipras. Interview.

Vous attendiez-vous à une victoire de Syriza aussi nette ce dimanche?

GEORGES KATROUGALOS *En votant de manière forte pour Syriza, le peuple grec a d'abord démontré qu'il ne voulait pas la restauration de l'ancien régime et de son système d'oligarques. Il s'agit donc d'un vote de confiance. Les Grecs ont en effet reconnu, malgré la déception du mémorandum, que nous avions mené une bataille énorme contre les puissances néolibérales. Ils ont compris que nous n'avions cédé que parce que le rapport de forces en faveur des créanciers était tout à fait écrasant. Le peuple grec nous fait donc d'abord et avant tout confiance dans notre capacité à lutter, et à défendre ses droits.*

La bataille ne risque-t-elle pas néanmoins d'être très difficile dans le cadre de ce mémorandum rempli de mesures très dures?

C'est vrai, et l'on peut même dire que désormais le terrain même de la bataille se situe au sein du mémorandum. A ce sujet, une proposition sur la manière dont nous comptons appliquer cet accord sera rendue fin octobre par le nouveau gouvernement. Il s'agira de formuler des propositions susceptibles de neutraliser le plus possible les mesures néolibérales qui émaillent ce texte. Par exemple – dans le cadre de la lutte contre la corruption – en faisant adopter au plus vite une loi qui nous permette de comparer les dépôts bancaires avec les déclarations de revenus faites depuis dix ans. Nous continuerons aussi à nous référer au droit du travail européen, comme le mémorandum le demande, en défendant les accords collectifs que ce même droit européen prend en compte. Le futur ministère militera donc pour une loi qui protège les conventions collectives.

Nous nous battrons dans le même temps pour lutter contre les mesures antisyndicales concoctées par les créanciers qui voudraient notamment limiter le droit de grève. Mais notre stratégie consistera aussi à porter l'ensemble de ces questions dans le cadre d'un arbitrage paneuropéen car nous n'avons pas le rapport de forces nécessaire en bilatéral pour le faire. C'est pour cela aussi que nous nous sommes battus pour que soit notifiée dans le mémorandum – et c'est un véritable plus en termes d'équilibre du rapport de forces – la présence à la table des négociations de représentants de l'OIT (Organisation internationale du travail), qui sauront faire en sorte de rappeler le droit du travail aux créanciers.

L'avenir de la Grèce passe-t-il donc nécessairement par l'Europe?

La Grèce est le miroir de l'avenir de l'Europe. Et si nous voulons une Grèce sociale il faudra aussi une Europe sociale. Notre stratégie est donc de faire que ces négociations sur le mémorandum deviennent un enjeu européen. Nous voulons que la gauche européenne s'engouffre dans la brèche. L'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour en Grande-Bretagne est un exemple de cette tendance nouvelle de la social-démocratie à vouloir se sortir de l'identification avec les néolibéraux. Notre seconde victoire en neuf mois est un signe de la volonté des peuples à reprendre en main leur destin. Cela peut donner un élan pour d'autres victoires à venir pour la gauche européenne avec Podemos en Espagne, Sinn Féin en Irlande, une alliance progressiste au Portugal, autant de pays qui peuvent dans les prochains mois basculer dans le bon camp et devenir des partenaires importants pour nous à Bruxelles. En attendant, nous n'aurons pas le droit d'échouer dans ces réformes en prouvant au plus vite que Syriza est capable de les mener à bien. Pour ce faire, il faudra convaincre mot par mot nos créanciers que le plan que nous leur soumettrons en octobre sera viable économiquement et fiscalement. Il sera alors temps de rouvrir des discussions sur la négociation de la dette, une arme importante pour les mois à venir, d'autant plus forte si des partenaires de la gauche radicale dont les pays connaissent des difficultés similaires arrivent au pouvoir. ■

Entretien réalisé par Stéphane Aubouard

Texte paru dans L'Humanité

Le climat dans le désordre du monde

CONFERENCE SUR LE CLIMAT • Alors qu'on s'attend à ce que les températures augmentent de 4°C plutôt que 2°C, par rapport à l'ère préindustrielle, la Conférence mondiale sur le climat, qui se tiendra fin novembre à Paris se doit d'associer les pays du sud au sauvetage du climat, tout en satisfaisant dès à présent leurs besoins pressants les plus essentiels.

Les projecteurs sont déjà braqués sur la prochaine Conférence de Paris consacrée aux mesures à prendre face à la menace, aujourd'hui largement avérée, de changement climatique qui pèse sur la planète. Elle se tiendra en décembre à Paris et ses enjeux sont déjà aussi fortement médiatisés que le furent ceux de la Conférence de Copenhague réunie en 2009. Elle devra en effet dresser les contours d'un accord qui définira le régime de coordination internationale qui succédera à partir de 2020 à celui du Protocole de Kyoto, adopté en 1997 et entré en vigueur huit années plus tard, malgré l'absence de ratification américaine. À l'époque, seuls les pays industriels et les anciens pays de l'Est étaient concernés par les engagements souscrits. Les pays en développement, au nom du principe de la responsabilité commune, mais différenciée avaient bénéficié d'un moratoire et d'une promesse d'efforts allégés. Leurs contributions devaient démarrer en 2012, mais faute d'un accord sur ces questions, il fut décidé à Copenhague de prolonger le Protocole de Kyoto pour une nouvelle période d'engagement jusqu'à 2020. En outre, Copenhague décida d'orienter différemment la méthode de négociations en substituant le principe des contributions volontaires aux obligations contraignantes, de retenir la proposition du G7, qui s'était réuni quelques mois auparavant, recommandant de se fixer l'objectif de ne pas dépasser une augmentation de la température moyenne supérieure de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle et de créer un Fonds vert, devant atteindre un montant de cent milliards annuel à l'horizon 2020 et destiné à favoriser le financement des mesures d'adaptation des pays les plus pauvres. La Conférence de Cancun s'est réunie l'année suivante et a confirmé cette orientation qui sert de cadre à la préparation de la prochaine Conférence de Paris qui doit établir une nouvelle architecture climatique internationale dont la forme juridique reste encore peu précisée.

Le tournant de Copenhague

Dans l'histoire des négociations internationales sur le climat, Copenhague a marqué un tournant capital en suggérant, pour surmonter les blocages, de recourir aux contributions volontaires. Tous les États n'ont pas encore rendu leurs copies qui ne sont pas faciles à décoder: les engagements ne font pas référence aux mêmes dates, ou ne s'inscrivent pas dans la même logique, les uns s'engageant sur des obligations de résultats (réductions chiffrées d'émissions de gaz à effet de serre), d'autres, plus prudemment, sur des obligations de moyens (réduction de l'intensité énergétique). Des États comme la Chine et l'Inde qui connaissent de forts taux de croissance et n'entendent pas brider leur trajectoire de développement préfèrent miser sur la baisse de leur intensité énergétique ou la décarbonisation de leurs énergies, évitant ainsi d'altérer leur taux de croissance, voire pour l'Inde de s'attaquer à sa démographie. À quelques mois de la Conférence de Paris, toutes les «contributions» sont loin d'être connues, mais sur la base de ce qui a été déjà recueilli on peut tenir pour certain que la somme des engagements volontaires ne sera pas suffisante pour satisfaire aux exigences de la cible du réchauffement maximum retenu. Cet objectif de 2°C, choix diplomatique, sera donc certainement revu à la hausse dans les prochaines décennies. Les modèles climatiques qui tournent actuellement anticipent déjà une hausse plus près de 4°C que de 2°C. Il s'agit donc aujourd'hui de construire un régime climatique universel qui permette la participation effective de tous les pays en développement dispensés jusqu'alors d'efforts et d'acter l'entrée des États-Unis qui avaient sous trois présidences refusé de ratifier le Protocole de Kyoto.

Cette universalisation est nécessaire parce qu'en une vingtaine d'années le monde s'est métamorphosé et ne ressemble plus à ce qu'il était. L'Asie s'est affirmée et tire l'économie mondiale. La Chine est devenue l'atelier du monde et se place en tête des pays émetteurs de gaz à effet de serre suivie des États-Unis. Leur rôle sera leader lors de la Conférence de Paris car avec l'Inde leur influence sur l'évolution du climat est décisive. En novembre 2014, ces deux pays ont rendu publique une déclaration conjointe fixant leurs objectifs quant au climat. À eux deux, ils représentant 42% des émissions de CO_2 de la planète. Le fait que ces deux pays, souvent opposés dans les négociations climat, agissent de concert et s'engagent volontairement, l'un sur un montant de réduction, l'autre sur un pic maximum, donc sur une seule trajectoire, indique qu'ils joueront un rôle central dans la Conférence de Paris et qu'ils seront en mesure de s'opposer à l'adoption d'un mécanisme de mesures contraignantes qu'ils ont toujours rejeté.

Le monde n'est pas un

Car ce qui est le plus à craindre, et risque de conduire à l'échec, c'est la croyance que le processus de mondialisation serait déjà suffisamment avancé et qu'il n'y aurait plus qu'à doter la planète d'une «globale gouvernance» qui imposerait ses oukases à tous les États. Ce serait bien vite oublier la réalité d'un monde où des zones grises, en plein chaos, se multiplient et dont la principale menace perçue n'est pas le climat, mais tout ce qui affecte les conditions de survie au quotidien. Du Moyen-Orient au Sahel la mondialisation et les conflits ont sapé les bases de toute souveraineté et ont fabriqué des États incapables de s'engager internationalement ou d'appliquer des accords signés. Ces territoires faillis et dévastés que ses habitants cherchent à fuir en masse ne peuvent déjà plus satisfaire aux exigences d'une coordination internationale. La Conférence de Paris sera donc marquée par le profond désordre qui travaille le monde.

Dans un tel contexte, on doit se montrer réservé à l'égard de toutes normes imposées indistinctement à tout État indépendamment de sa situation. Toute recherche d'un prix uniforme du carbone (sous forme de taxe ou d'un marché mondial des permis) relèverait d'une velléité inefficace, tant sont grands les écarts de richesses entre pays ou l'actuelle instabilité des prix pétroliers. Les coopérations régionales entre pays comparables rencontrant les mêmes problèmes doivent être privilégiées. Elles peuvent se développer sans être chapeautées par la Conférence de Paris. Des réseaux entre grandes villes du monde à la recherche d'un bas profil énergétique se sont déjà constitués. Les initiatives locales décentralisées peuvent jouer un grand rôle dans la préservation du climat.

Mais les pays du Nord seront eux-mêmes attendus sur leur capacité à abonder le Fonds vert à l'horizon 2020 comme ils s'y sont engagés lors de la Conférence de Copenhague. Ce Fonds a pour but d'aider les pays les plus pauvres à s'adapter aux conséquences du changement climatique. Pour l'instant on ne sait rien de l'origine, de la destination ou de l'usage des fonds à réunir: détournement d'aide publique au développement? Fonds privés? Prêts? Le flou est total sur ce montant annuel de 100 milliards de dollars. On peut s'attendre à des controverses houleuses au moment des comptes, c'est-à-dire en 2020 lorsque l'accord signé devra entrer en vigueur. Nul doute qu'elles nourriront les hésitations de certains à s'engager plus loin.

L'obstacle des lobbies

La problématique climat soulève un grand défi. Aujourd'hui le consensus existe sur le fait que la tendance au réchauffement climatique est certaine et qu'au-delà d'un certain seuil, des perturbations irréversibles affecteront l'écosystème planétaire. L'espèce humaine appartient à cet écosystème et sera menacée dans son mode de vie, voire dans sa survie. Il existe donc une course de vitesse entre le réchauffement et l'adoption de mesures allant dans le sens d'une société sobre en énergie et décarbonnée. Plus on disposera de temps avant d'atteindre ces seuils irréversibles, plus les moyens seront mobilisables pour faire face, plus de nouvelles sources énergétiques pourront être découvertes. Plus tôt on agira pour retarder ces seuils, plus on se donnera des marges de manœuvre. Les mobilisations seront nécessaires car nous savons que la décarbonisation énergétique qui est au cœur de toute politique de transition énergétique cristallise des rapports d'intérêts et met en mouvement des lobbies puissants. Le climat est aujourd'hui considéré à juste titre comme un bien commun à toute l'humanité et s'inscrit dans l'urgence. Cette notion impose de travailler avec tous et bannit la perspective de rassemblement minoritaire. On peut considérer que le capitalisme porte une responsabilité écrasante dans le dérèglement climatique. Le dénoncer peut avoir un fondement, mais l'urgence implique de travailler avec tous, y compris avec ceux qui ne sont pas disposés à brandir un passeport anti-système.

Des perceptions du temps différentes au Nord et au Sud

La difficulté à avancer tous ensemble trouve sa source dans la perception du temps qui n'est pas la même au Nord et au Sud, chez les riches ou les pauvres. Ce qui compte ce n'est pas la menace, mais sa perception. Et elle est différente dans un monde qui n'est pas un et qui n'est pas un village planétaire. Au sud, le climat est perçu comme un problème de riches, de ceux qui ayant déjà surmonté les difficultés de la survie quotidienne, peuvent se projeter dans l'avenir, y compris celui des générations futures. Il appartient à ceux qui peuvent valoriser le futur et déprécier le présent. À ceux qui ont des biens à préserver. Pour des milliards d'hommes de la planète, l'urgence c'est encore le présent et le quotidien, c'est de savoir où trouver le bois de feu pour faire cuire le riz du soir, et non pas de savoir si l'eau de la piscine aura le temps de chauffer pour accueillir les petits-enfants le week-end prochain. Ces deux humanités vivant sur la même planète engendrent une contradiction entre solidarité spatiale et solidarité temporelle - le climat relève de la seconde.

Des moyens considérables devront être mobilisés. Comment imaginer, alors que les objectifs du Millenium sont loin d'être atteints, que tous ceux qui sont victimes, ici et maintenant, des pires maux qui frappent la planète – 2 milliards de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire, sans savoir si elles mangeront demain; 1,2 milliards n'ont pas accès à l'eau potable; d'autres ne sont pas raccordés à un réseau électrique - accepteront facilement que soient «détournés» ces moyens au bénéfice de générations futures, alors que la question qu'ils affrontent est celle de leur survie au quotidien. Vouloir les associer au sauvetage du climat sans satisfaire dès à présent leurs besoins pressants les plus essentiels ne saurait conduire qu'à l'impasse. ■

Michel Rogalski, directeur de la revue Recherches internationales

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue Recherches internationales.

GAUCHEBDO ABONNEMENT

Chaque semaine, la tribune des hommes et des femmes qui résistent, la voix de celles et de ceux qui veulent changer la société. Abonnez-vous !

❑ **Abonnement au journal papier**		❑ **Abonnement pdf**	CHF 110.-
❑ Soutien	CHF 250.-	❑ **Abonnement papier + pdf**	
❑ 1 an	CHF 150.-	❑ Soutien	CHF 250.-
❑ 1 an réduit	CHF 85.-	❑ 1 an	CHF 200.-
❑ 6 mois	CHF 80.-	❑ 1 an réduit	CHF 125.-
❑ 6 mois réduit	CHF 45.-	Si vous souhaitez combiner votre abonnement papier avec le pdf, rendez-vous sur www.gauchebdo.ch/pdf	
❑ Essai (3 mois ou 12 numéros)	CHF 10.-		

Tarif réduit pour apprenti-e-s, étudiant-e-s, chômeur-se-s , AVS/AI. Merci de joindre un justificatif.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... NPA - localité : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

A renvoyer à **Gauchebdo, Service des abonnements, case postale 168, 1211 Genève 13**

Vous pouvez aussi vous abonner par téléphone (079 686 79 37) et sur le web (www.gauchebdo.ch/abo)

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Aylan Kurdi et d'autres enfants victimes de la folie des hommes

Il y a des images qui nous hantent sans répit. Celle du petit Aylan, un enfant kurde de 3 ans, sur une plage turque, mort noyé le 3 septembre 2015, a choqué le monde entier. Cet enfant, encore potelé, le visage à moitié dans l'eau, les chaussures bien parallèles sur le sable, en short bleu et pull rouge, les bras le long du corps, comme s'il faisait une sieste, sans blessures apparentes, mais mort. Mort noyé, comme des milliers et des milliers d'autres qui traversent la Méditerranée pour fuir la violence, la guerre, l'oppression...

On pense au Dormeur du val de Rimbaud.
«*... il est étendu dans l'herbe, sous la nue,*
Pâle dans son lit vert où la lumière pleut.
Les pieds dans les glaïeuls, il dort. Souriant comme
Sourirait un enfant malade, il fait un somme :
Nature, berce-le chaudement : il a froid.
Les parfums ne font pas frissonner sa narine
Il dort dans le soleil, la main sur sa poitrine,
Tranquille. Il a deux trous rouges au côté droit.»

Là, on parle d'un soldat mort à la guerre. Ici, d'un enfant mort à cause de la guerre. Il n'a pas été tué par balles, mais par noyade. Il ne repose pas dans un trou de verdure, mais sur une plage. Ses pieds ne sont pas dans les glaïeuls mais sur le sable. Lui aussi a froid, la température de son corps est déjà tombée au-dessous de celle de la mer dont il vient et qui ne fait plus frissonner sa narine. On aimerait qu'il se relève, qu'il court vers ses parents, vers son avenir, mais il est déjà mort, comme son frère, comme sa mère. Le père a tenté de les retenir, jusqu'au bout. Désormais, ses larmes sont plus salées que la mer. Mer de perdition pour tant de malheureux.

Cette triste histoire est pourtant celle de millions de familles de Syrie, poussées à quitter leur famille à cause de la barbarie du régime Assad, puis de l'apparition progressive des fondamentalistes islamistes de Daech. Cette situation est notamment la conséquence de la lâcheté de la «communauté internationale», incapable de soutenir le peuple syrien qui se soulevait contre son oppresseur. Il aurait fallu lui fournir des armes et surtout des systèmes anti-missiles, pour se protéger des bombes déversées par Assad. De même, les forces occidentales, en intervenant en Irak et en Libye sans se soucier des conséquences, ont déséquilibré la région et fait le nid des fous de Daech.

Et quand les habitants de ces pays fuient la guerre, la communauté internationale leur tourne le dos. L'Europe se montre particulièrement égoïste et pusillanime. Les Etats, tétanisés par les mouvements d'extrême droite, ne parviennent pas à mettre au point une politique d'accueil cohérente.

Ce sont toujours les femmes et les enfants les premières victimes de la folie des hommes. Daech enlève systématiquement des écolières pour en faire des esclaves sexuelles. Et les enfants de tous les pays en guerre souffrent sous les bombes, qui leur ôtent tout projet d'avenir. Ils sont les victimes innocentes de conflits menés pour le pouvoir ou de guerres coloniales.

Nous ne pouvons pas non plus oublier la photo de la fillette vietnamienne qui court, nue, en hurlant de douleur pour avoir été brûlée au napalm le 8 juin 1972. Sur le plan large, on voit une route, le fond envahi par un nuage de fumée, un garçon en premier plan, habillé d'un short et d'une chemise à manches courtes, le poing droit serré, la bouche grande ouverte et les traits crispés. Derrière lui, des enfants courent, au troisième rang, quatre soldats casqués, fusil en main, et tout au fond, un autre soldat. La fillette, entièrement nue, est au milieu de la photo et des enfants, on ne voit qu'elle, les bras écartés, le visage tordu de douleur. On ne comprend pas pourquoi elle a perdu ses vêtements. Furent-ils arrachés par la violence de la bombe au napalm ou les a-t-elle enlevés parce qu'ils la torturaient? Cette nudité accentue la détresse de cette enfant qui ne comprend pas ce qui se passe, celle de ces cinq enfants qui semblent repoussés par les soldats armés, de tous les orphelins que provoquent toutes les guerres depuis la nuit des temps. Sur la photo, les enfants sont seuls, les seuls adultes sont les soldats. Cinq soldats pour cinq enfants. Un déploiement de force démesuré, une aberration, toute l'absurdité de la guerre en un cliché.

L'immense émotion que suscita cette photo n'est sans doute pas pour rien dans le fait que la paix fut signée un peu plus tard, le 27 janvier 1973, après 8 ans d'une guerre aussi sanglante qu'inutile menée par les USA.

Cette fillette s'appelle Phan Thị Kim Phúc, née en 1963 dans le village de Trang Bang. Elle fut soignée, elle guérit, fit des études, et est devenue Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO en 1997. Ayant décidé de consacrer sa vie à promouvoir la paix, elle a créé à cette fin la Fondation Kim Phuc, qui aide les enfants victimes de la guerre en leur offrant un soutien médical et psychologique, afin qu'ils puissent surmonter leurs traumatismes. Aujourd'hui, Kim Phuc vit au Canada avec son mari et ses enfants et finance des projets d'écoles et d'hôpitaux dans le monde entier, comme en Ouganda, au Timor, en Roumanie, au Tadjikistan, au Kenya, en Afghanistan. Espérons que le petit Aylan ne sera pas mort pour rien et que la communauté internationale, notamment européenne, se mobilisera pour accueillir les victimes de conflits qu'elle a elle-même provoqués.

Huguette Junod

Tout autour du Panorama

EXPOSITION • Le Musée Rath de Genève consacre une exposition aux panoramas, tableaux circulaires de grande dimension inventés par le peintre britannique Robert Baker.

T.J. Wilcox, In the Air, 2013. Film super 8 transféré sur vidéo, projeté sur écran, 8 mètres de diamètre. © Courtesy T.J. Wilcox

C'est une exposition à la fois surprenante et courageuse que celle du Musée Rath, qui est vouée à un «dispositif spectaculaire» quelque peu oublié en dépit de la place qu'il a occupée durant le 19 ème siècle: le panorama. Bien sûr, le nom est passé dans le vocabulaire courant: on parle d'un beau panorama en regardant la chaîne des Alpes, ou tout autre paysage (Courbet peint d'ailleurs un panorama des Alpes). Cependant ce mot d'usage courant a une origine très précise, celle de l'invention par le peintre britannique Robert Baker, qui dépose un brevet en 1787 à Londres, d'un type de tableau circulaire de grande dimension permettant à un spectateur situé au centre, sur un praticable ad hoc, de se sentir environné par l'image représentée, immergé dans le tableau. Cette «peinture» suppose d'emblée une construction (bâtiment en rotonde, éclairage zénithal, escaliers, plateforme). Elle entre dès lors dans le monde du spectacle et s'inscrit dans une longue série de dispositifs techniques de vision dont l'histoire est jalonnée, que l'on recherche l'illusion de réalité ou l'intimation ou intimidation, ou les deux: ainsi, les peintures dans les édifices religieux, sur les voûtes et les coupoles, les sacre monte (ces chapelles retraçant la vie du Christ qu'on peut voir à Locarno ou Varallo), ainsi les trompe l'œil dans l'architecture intérieure, les musées de figures de cire…

Le Panorama au service du pouvoir

On voit qu'à des questions de représentation s'ajoutent simultanément des questions de technologie et d'idéologie. Après le développement des «petits panoramas» qui se multiplient à Paris après 1800, que représente-t-on en effet et à quelles fins dans ces dispositifs qui doivent subjuguer le spectateur? Des paysages, des villes, des batailles, des événements marquants. C'est un instrument de connaissance mais sur le mode de la conquête du monde, de l'appropriation et c'est un instrument de propagande. Napoléon commanda une série de panoramas qui ne purent voir le jour mais nombre de gouvernants ou de groupes de pouvoir lui emboîtèrent le pas pour asseoir une histoire nationale, construire une identité nationale, célébrer une victoire, magnifier une domination. Les Expositions universelles ou nationales furent ainsi les lieux privilégiés de ces démonstrations de puissance. Ou de sidération devant un désastre: rappelons que le plus grand panorama conservé (112 m.) est celui de Lucerne, évoquant l'internement de la Première armée française du général Bourbaki en Suisse en 1871. Plus de 80 000 soldats et civils défaits, blessés, malades qu'on accueille, à l'époque, sans tergiverser (le photographe canadien Jeff Wall réalisa une photographie panoramique de la restauration de ce panorama).

Le phénomène panoramique au-delà des frontières

Ce dispositif technique, on l'a dit, couronnait une série d'autres dispositifs de vision et il venait, en somme, donner la meilleure forme possible, en son temps, à ce mouvement d'appropriation du monde de la bourgeoisie montante – dont Marx reconnaissait le côté «révolutionnaire» dans le Manifeste du parti communiste en 1848. Il eut à son tour des successeurs et des dérivés et, surtout, le mot «panorama» (vue totale en grec) essaima et gagna un grand nombre d'usages linguistiques ou autres. L'exposition du Musée Rath, après avoir présenté la construction originaire et ses réalisations (sans s'attarder, on peut le regretter, sur les réalisations genevoises en la matière tel le «Panorama de Plainpalais» ou le «Diorama» du Boulevard Georges-Favon des années 1880), entreprend d'«élargir le champ et interroger le phénomène panoramique au-delà de ses frontières».

L'idée est bonne mais il en résulte malheureusement une impression d'éclectisme où la notion (et le dispositif) se dilue, tout ou presque pouvant entrer dans «l'élargissement» en question: cartes postales, cinéma-Scope, ViewMaster, dépliants ainsi qu'un certain nombre d'œuvres d'art contemporain (Lichtenstein, Hockney) et un florilège d'extraits de films qui frôlent le poncif (alors que le «panorama» est un «genre» cinématographique dans les premiers temps du cinéma). La mise en place, dans l'espace du musée, souffre de cette contagion du «tout voir» et d'un certain déficit d'explication.

La familière étrangeté de Baker

Il reste qu'en dépit de cette «ouverture» – à laquelle le Musée d'ethnographie de Neuchâtel nous a d'ailleurs habitués sans nous convaincre – il faut sans tarder visiter cette exposition pour retrouver la «familière étrangeté» de l'entreprise de Baker et de ses successeurs et prendre conscience de ce que tout regard, toute vue est «machiné», construite, que le spectateur est assigné à une place, assujetti tandis qu'on lui laisse croire qu'il est libre. Sujet très actuel. Un catalogue avec la reproduction de la plupart des pièces exposées et une série d'essais (dont certains se contredisent) offre un complément nécessaire à la visite ■

François Albera

Exposition «J'aime les Panoramas. S'approprier le Monde», jusqu'au 27 septembre au musée Rath de Genève, puis à Marseille jusqu'en février 2016

AGENDA CULTUREL ET MILITANT

Commémoration des 100 ans de la conférence de Zimmerwald

Samedi 26 septembre 2015 à 18h00, à la Salle du Cercle du Mail, Rue du Vieux-Billard 25, 1205 Genève

Avec Marc Vuilleumier, historien, Martin Schwartz, vice-secrétaire du PdT/ Genève, Gavriel Pinson, président du PST, Alexander Eniline, président du PdT/ Genève.

Il y a 100 ans de cela se tenait à Zimmerwald, dans le canton de Berne, une conférence internationale réunissant les socialistes opposés à la Première Guerre mondiale et à la trahison que représentaient les « unions sacrées » des partis socialistes officiels avec la bourgeoisie au nom de la guerre.

Cuba, la fin du socialisme? Conférence d'Aleida Guevara

Jeudi 1er octobre à 19h30 à l'Aula Unimail (F-0100), Université de Neuchâtel

Conférence d'Aleida Guevara, fille du Che.

Retrouvez l'agenda militant sur www.gauchebdo.ch/agenda

Les souffrances d'un prisonnier français en Allemagne de 1916 à 1917

TEMOIGNAGE • On a redécouvert un document historique intéressant, le *Journal de ma captivité* d'Edmond Tournier.

Nous possédons de très nombreux récits de guerre de soldats et officiers français en 1914-18. Certains sont de véritables œuvres littéraires, comme *Le Feu* d'Henri Barbusse, *Les Croix de bois* de Roland Dorgelès ou encore *Ceux de 14* de Maurice Genevoix. Les témoignages de prisonniers de guerre sont en revanche plus rares. On peut signaler en passant celui du capitaine Charles de Gaulle, publié dans Lettres, notes et carnets. La bibliographie sur ce sujet est également assez restreinte: relevons les travaux de l'historienne Annette Becker, éminente spécialiste de 1914-18, sur les prisonniers de guerre. Sait-on qu'à côté du million et demi de morts de soldats français que fit l'hécatombe de la Grande Guerre, il y eut 600'000 prisonniers français en Allemagne, la plupart capturés avant la stabilisation du front en décembre 1914 ?

Fait prisonnier en 1916 à la bataille de Verdun, Edmond Tournier terminera sa captivité au camp de Chemnitz, où des milliers de prisonniers militaires et civils sont employés dans des carrières, des usines et des fermes des environ. DR

Document retrouvé par hasard

D'où l'intérêt d'un document récemment retrouvé par hasard. Edmond Tournier avait écrit son *Journal* dès 1916, d'une belle écriture manuelle, puis l'avait déposé au fond d'une malle. Retrouvé à sa mort en 1966 par son fils Philippe (maire de Dieppe), il fut dactylographié puis à nouveau oublié. Redécouvert une deuxième fois en 2014, au décès de ce dernier, il a été préfacé et commenté par les petits-fils d'Edmond Tournier, et publié par un éditeur de Dieppe.

Né en 1890, l'auteur est originaire de Morez, dans le Jura, où sa famille possède la Manufacture de lunettes et de pince-nez. Il appartient donc à la moyenne bourgeoisie. Opticien de formation, relativement instruit, il écrit dans une langue simple et classique. Son récit est précis et factuel. Sa personnalité n'apparaît que peu, hormis une foi catholique ardente, confinant parfois à la bigoterie. A chaque (rare) bonne nouvelle dans les camps successifs où il est prisonnier, il récite plusieurs chapelets! Il est vrai que, dans sa détresse, cette foi a dû être pour lui un puissant soutien moral. Edmond Tournier est un patriote. Il parle sans cesse des «boches», des «barbares», de «cette race de vandales», dénonce les pillages opérés par l'occupant allemand au Nord de la France et les traitements inhumains infligés aux captifs. Son récit semble fiable et ne relève en aucun cas de la propagande «anti-boche». Sinon, il aurait été publié ou du moins divulgué dès le lendemain de la victoire.

Engagé comme soldat brancardier dans le 132ème régiment d'infanterie, il participe aux féroces combats du ravin des Eparges en 1915, où il est blessé, comme le sera un mois plus tard, grièvement, le lieutenant Genevoix. Puis, en juin 1916, il est à Verdun, près du fort de Vaux. Le récit de cette bataille, dans son *Journal*, est bref et vivant. Là, il est fait prisonnier. Commence une pénible captivité, de camp en camp, d'abord en France occupée, puis en Allemagne. Si au début apparaît un certain respect entre adversaires, le traitement des prisonniers devient de plus en plus dur. Tournier s'accroche à l'article de la convention de La Haye, qui précise qu'un soldat sanitaire ne peut être astreint au travail que dans ce domaine. Il s'obstine donc à refuser les durs travaux aux champs, de terrassement ou dans les mines. Ce qui lui vaut des représailles. Certaines tiennent de la torture, comme le «poteau»: «Le prisonnier est en bras de chemise, la tête nue, ligoté avec des cordes à un poteau de bois planté au milieu de la cour du camp. Les pieds sont suspendus à dix centimètres du sol. Le malheureux n'est donc soutenu que par les cordes qui lui rentrent dans les chairs, sans aucun point d'appui. Le supplice dure deux heures.» Ce traitement lui est infligé cinq jours de suite!

Numéro 1327

La nourriture est infecte. La soupe est faite de quelques grains d'orge ou de feuilles de betterave dans de l'eau chaude. Les prisonniers sont clairement sous-alimentés: c'est «un défilé de malheureux réduits à l'état de squelettes suite aux privations et aux mauvais traitements.» A son retour en France, Edmond Tournier, qui ne pèse plus que 49 kilos, sera d'ailleurs hospitalisé pendant deux mois puis déclaré inapte au service actif. Dans les camps en France, proches de la ligne de front, les prisonniers sont parfois pilonnés par …leur propre artillerie lourde, qui fait des morts parmi eux. Ils sont déshumanisés : on les appelle par leur numéro. Tournier est le 1327. Il relève aussi des joies simples: fumer une pipe, recevoir des lettres ou un paquet de sa famille, à laquelle il est très attaché, et plus que tout pouvoir assister à la messe et communier. Evoquée de manière pudique, l'amitié avec certains de ses camarades est aussi pour lui un grand réconfort. Les prisonniers reçoivent des colis de linge et d'effets du Comité de soutien aux prisonniers de guerre du Jura. On relèvera l'humanité de certains majors médecins: alsaciens depuis 1871, ils ont été forcés de servir dans l'armée allemande.

Au milieu de ses souffrances physiques et morales, quelques épisodes comiques égaient le récit: par exemple le vol de pommes de terre dans les réserves allemandes. Sa captivité se terminera au camp de Chemnitz, à l'Est de l'Allemagne. Là se constitue un groupe d'études, où des questions sociales sont abordées à la lumière de l'Evangile. Un peu ce que vivra Jean-Paul Sartre en 1940 dans son stalag, mais bien sûr dans une perspective plus laïque! Tournier y apprend aussi l'anglais, qui lui sera utile dans sa future carrière commerciale à Dieppe.

En octobre 1917, Edmond Tournier bénéficie d'un échange de prisonniers de guerre, via notre pays. Il n'exprime qu'admiration et enthousiasme envers lui: «Vive la Suisse », où l'on distribue aux prisonniers des cigarettes, du chocolat, des pommes. Curieusement, alors que la Suisse alémanique passait pour nettement germanophile, les prisonniers sont accueillis dès le passage de la frontière par des «Vive la France». Le 4 novembre 1916, il se retrouve dans les bras des siens. C'est ainsi que se termine le récit d'un homme ordinaire, soucieux de raconter avec précision une période extraordinaire de sa vie. Il a ajouté une pierre à notre connaissance de cet événement considérable et apocalyptique que fut la Première Guerre mondiale. ■

Pierre Jeanneret

Edmond Tournier, Journal de ma captivité. 21 juin 1916-29 octobre 1917, Dieppe : Ed. Esneval, 2015, 219 p. (illustré)

Le Talis Festival et Academy à Saas-Fee, coup de cœur de l'été

MUSIQUE CLASSIQUE • Au pied des glaciers, la musique de chambre est à l'honneur dans toute sa richesse et sa diversité.

Ils sont nombreux les mini-festivals d'été dans les stations de vacances, mais rares sont ceux qui, célébrant la musique de chambre, son côté intimiste et sa richesse souvent insoupçonnée, en privilégiant les œuvres nouvelles ou trop peu jouées. Découverts par hasard, le Talis Festival et Academy de Saas-Fee a été mon coup de cœur de l'été. Fondé et dirigé par la bassoniste Maria Jeleztcheva Wildhaber, il groupe des musiciens de haut niveau, techniquement et surtout musicalement, premiers pupitres d'ensembles et d'orchestres internationaux (Concertgebow, Chicago, Los Angeles, Lucerne Festival, etc.,etc.), ayant travaillé ou collaboré avec des Pierre Boulez, James Levine, Daniel Barenboim, Ursula Holliger pour ne citer que quelques noms connus. D'origine bulgare, américaine, hollandaise, islandaise, japonaise…et suisse, ils se réunissent en des formations parfois très inhabituelles, tel ce trio harpe, flûte et basson pour interpréter du Jolivet, ou classique, comme un quatuor à cordes pour jouer Queen! Si, si, il existe un quatuor à cordes de Queen! Ils jouent aussi Brahms, Vivaldi, Mendelssohn!

Le festival est aussi académie

Par ailleurs, les musiciens invitent des étudiants arrivés au terme de leurs études pour se perfectionner dans l'art de la musique de chambre et jouer avec eux. Ils étaient une centaine à s'inscrire. Une douzaine d'instrumentistes et quatre compositeurs, outre le compositeur en résidence Marcus Maroney, ont été sélectionnés. C'est sans doute une des particularités de ces rencontres d'opter pour la création d'œuvres contemporaines, ce qui est tout bénéfice pour les compositeurs qui sont joués, les étudiants qui se familiarisent avec la pratique de la musique moderne, et les auditeurs qui peuvent se faire l'oreille en assistant aux répétitions gratuites, soit à l'Hôtel Dom, en plein centre de la station, soit dans l'Eglise réformée où se donnent les concerts du soir.

L'Hôtel Dom, haut-lieu musical

Gratuit aussi était le concert d'ouverture offert à l'heure du brunch dominical sur la terrasse de l'Hôtel Dom, point de chute de la manifestation et, dix jours durant, haut-lieu musical de la station. C'est là que logent et travaillent les musiciens. Le soleil était de la partie; une légère petite brise obligeait juste à manier les pincettes pour faire tenir les partitions sur les lutrins! L'acoustique de cette placette, entourée d'arbres, était étonnamment bonne. Le silence régnait, les passants se taisaient dans la rue juste à côté; des enfants écoutaient fascinés tant par la musique que par la vue d'instruments aussi divers: harpe, cor, saxophone, basson, etc.

Le festival a réuni des formations parfois inhabituelles, tel qu'un trio harpe, flûte et basson pour interpréter du Jolivet. MTG

L'originalité du programme séduit

Et l'originalité du programme séduisait. L'enthousiasme du public annonce-t-il un renouveau de la musique de chambre qui semble perdre des auditeurs dans nos villes? Le Talis Festival et Academy y croit, pour autant qu'on la présente telle qu'elle est, intime, originale, variée, à l'écart du star-système, telle qu'on voudrait toujours l'entendre. D'où le choix du nom de la manifestation: en latin talis signifie en effet telle, talis qualis, telle quelle, explique son administrateur, Philipp Wildhaber! Telle cette année, telles les années prochaines, espérons-le. ■

Myriam Tétaz-Gramegna

www.talisfesival.com